

Centre de Pensée Fleuve Magdalena : faire la recherche collaborative autrement

The Magdalena River Think Tank: new ways to make collaborative research

Noms des autrices

Alice Beuf, Professeur associée, Université nationale de Colombie,
aabeuf@unal.edu.co

Carolina Hernández, doctorante en géographie, Université nationale de Colombie/Université Sorbonne Nouvelle-CREDA-IHEAL,
carolina.hernandez@sorbonne-nouvelle.fr

Flora Lecomte, doctorante en géographie, Université Sorbonne Nouvelle-CREDA-IHEAL,
carolina.hernandez@sorbonne-nouvelle.fr

RÉSUMÉ

La gestion du fleuve Magdalena, le plus important de la Colombie, est profondément segmentée et ne permet pas de répondre à une profonde crise écologique et sociale du fleuve. Cette segmentation est conceptuelle (découpages du fleuve en sous-bassins, et abordages divers définis par la structure sectorielle de l'État) et physique, du fait de la construction d'infrastructures et barrages hydroélectriques. Nous posons que ce type d'aménagement et gestion du fleuve a eu comme conséquence l'altération des connectivités sociales, écologiques, culturelles, des différents écosystèmes du bassin, ainsi que des relations entre le fleuve, son complexe de zones humides et ses habitant-es. Le Centre de Pensée Fleuve Magdalena naît à l'Universidad Nacional de Colombia en 2024 comme un effort pour repenser et proposer d'autres manières de protéger le fleuve dans son intégralité. Nous comprenons le fleuve comme un territoire partagé, et appréhender cette complexité est une première étape nécessaire pour construire des propositions en matière de politiques publiques. La mise en commun de savoirs et d'expériences des habitants, organisations sociales et chercheurs ainsi que la reconnaissance de la multiplicité des formes de savoirs sont ainsi au cœur de notre démarche.

ABSTRACT

The management of the Magdalena River, the most important in Colombia, is deeply fragmented and does not make it possible to respond to a profound ecological and social crisis of the river. This fragmentation is conceptual (division of the river into sub-basins, and various collisions defined by the sectoral structure of the State) and physical, due to the construction of infrastructure and hydroelectric dams. We posit that this type of development and management of the river has resulted in the alteration of social, ecological, cultural connectivity, of the different ecosystems of the basin, as well as the relationships between the river, its complex of wetlands and its inhabitants. The Magdalena River Thought Center was born at the Universidad Nacional de Colombia in 2024 as an effort to rethink and propose alternative ways to protect the river in its entirety. We understand the river as a shared territory, and understanding this complexity is a necessary first step in building public policy proposals. The sharing of knowledge and experiences of residents, social organizations and researchers as well as the recognition of the multiplicity of forms of knowledge are thus at the heart of our approach.

MOTS CLÉS

Aménagement, Complexité, Crise écologique, Fleuve Magdalena, Recherche collaborative

River planning, Complexity, Ecological crisis, Magdalena River, Collaborative research

1 INTRODUCTION

Le bassin Magdalena-Cauca est la colonne vertébrale de la Colombie. Le fleuve Magdalena traverse le pays du sud au nord, et le bassin abrite plus de 80 % de la population ainsi que la majorité des activités économiques. Il est également le berceau de la production agricole et de la pêche artisanale soutenant ainsi la sécurité alimentaire du pays. Le fleuve est un territoire partagé par les communautés humaines et non humaines riveraines, tout en étant l'objet d'activités extractives et de multiples projets de développement : barrages hydroélectriques, extraction minière et pétrolière, monocultures intensives, etc. Ces projets et interventions sont définies depuis l'État et les intérêts privés sans prendre en compte les voix, besoins et connaissances des habitant-es du fleuve. Cette approche segmentée d'aménagement et gestion du fleuve a eu comme conséquence l'altération des connectivités sociales, écologiques, culturelles, des différents écosystèmes du bassin, ainsi que des relations entre le fleuve et ses habitant-es. Bien qu'il soit un territoire de vie, le Magdalena est actuellement confronté à une crise profonde de différentes dimensions : environnementale, sociale, écologique et d'atteintes aux droits humains.

Nous présentons ici l'expérience récente mais dynamique du Centre de Pensée Fleuve Magdalena (CPFM) né en juin 2024 à l'Université Nationale de Colombie, dont l'objectif est de proposer une autre manière de faire de la recherche sur le fleuve et avec ses habitant-es, pour construire des propositions d'action publique en vue de sa protection intégrale. Nous comprenons le fleuve Magdalena comme un axe structurel pour la Colombie, en termes de connexions matérielles et symboliques, sociales, historiques, politiques et environnementales, qui ont été tissées au cours de l'histoire dans le cadre d'un processus de construction de différentes visions du pays. Dans ce sens, nous proposons de reconnaître les complexités sociales, écologiques, économiques et politiques du fleuve, ainsi que les visions et actions menées par des acteurs, collectifs et organisations travaillant pour la défense et la protection du fleuve Magdalena.

Cette communication se déroulera en trois parties : dans la première, nous présenterons les différentes formes de gestion du fleuve, notamment depuis la perspective institutionnelle. Dans la deuxième, nous aborderons l'importance de tenir une conversation élargie avec des acteurs divers pour avancer vers une meilleure compréhension des complexités du fleuve, ses dynamiques et ses enjeux. La troisième partie se consacrera à présenter la proposition de recherche-action interdisciplinaire et ouverte menée par le Centre de Pensée Fleuve Magdalena.

2 LE FLEUVE MAGDALENA : PANORAMA D'UN FLEUVE AMENAGE DANS UNE PERSPECTIVE DE DEVELOPPEMENT

2.1 Un fleuve segmenté

La compréhension et gestion du fleuve Magdalena s'est faite depuis l'État de manière segmentée. Le bassin a été découpé en trois sous-bassins, le haut Magdalena, le Magdalena Moyen et le bas Magdalena, définis selon les opportunités économiques qu'ils pouvaient offrir. Le haut, par son dénivelé, présente les conditions idéales pour la construction de barrages hydroélectriques, le Magdalena Moyen est le cœur historique de l'extraction pétrolière et d'expansion de la monoculture du palmier à huile tandis que le bas Magdalena est stratégique pour les activités logistiques et de navigabilité pour le transport d'hydrocarbures destinées à l'exportation.

Toutes ces activités sont accompagnées d'interventions telles que la construction d'infrastructures (barrages, digues, ports, canaux) et d'activités comme les dragages, les rectifications et le dessèchement des zones humides qui ont eu de nombreuses répercussions sur les territoires et les populations humaines et non-humaines qui les habitent : pollution de la terre et de l'eau, eutrophisation, altération des cycles reproductifs des poissons, affectations de la santé et déterritorialisation des populations, en particulier des pêcheurs artisanaux. Les normes de protection de l'environnement sont insuffisantes, car elles suivent la même logique de fragmentation. Les études d'impacts environnementaux définissent par des polygones les zones intervenues et altérées, sans prendre en compte la nature fluide des espaces de l'eau, les dynamiques hydrologiques et biologiques liées aux pouls de l'eau (water pulses), les multiples échelles, spatiales et temporelles des affectations.

Le fleuve Magdalena est également un fleuve frontière qui, administrativement, sépare les différents départements riverains plutôt que de les rassembler. Cela a des effets directs dans la gestion environnementale du bassin car on y trouve de nombreuses autorités environnementales à différentes échelles (municipale, régionale et nationale). Les différents territoires fluviaux sont gérés selon des logiques qui segmentent

complètement les dynamiques internes des bio-régions et rendent difficile une politique concertée et intégrale d'aménagement du fleuve et de ses territoires.

En outre, la structure sectorielle de l'État et la configuration de décentralisation colombienne accentuent la gestion fragmentée du fleuve et ses écosystèmes. Il y a au moins cinq ministères qui exercent des responsabilités sur le fleuve depuis différentes perspectives : ministères de l'environnement, agriculture, logement et eau potable, transport, mines et énergie. Chacun possède ses instruments de gestion et ses propres objectifs. À cela s'ajoute la corporation Cormagdalena, entité créée par la Constitution de 1991, dans l'objectif de se charger de la gestion intégrale du fleuve. Cependant, il s'avère qu'en pratique son travail se centre principalement sur la navigabilité, dans les parties moyenne et basse du fleuve. Enfin, depuis ces institutions, le fleuve est conçu comme une ligne qui ne considère pas les différents affluents de tout le bassin et la connectivité qui se fait entre ces différents écosystèmes et territoires, en particulier les nombreuses zones humides de sa très étendue plaine inondable.

La reconnaissance des problèmes créés par l'articulation difficile entre les différentes entités compétentes dans la gestion du fleuve a permis de constituer de nouveaux arrangements institutionnels afin de développer des projets intégraux. Cependant, ces perspectives ne se développent jamais en prenant véritablement en compte la complexité du fleuve, ce qui impliquerait de considérer les différentes formes de vie ou les effets des interventions à différentes échelles. Par exemple, si la navigation prend aujourd'hui en compte la question de la gestion des risques, ce qui implique que Cormagdalena travaille en lien avec le Fonds d'Adaptation (Ministère des Finances) à la stabilisation des rives, la lutte contre l'érosion, la construction d'ouvrages de protection contre les inondations ou encore la restauration écologique, ces activités ne prennent pas en compte les populations : elles ont causé la déterritorialisation de nombreux-ses habitant-es, affecté les activités de pêche artisanale ou encore les récifs coralliens qui ne sont pas considérés dans l'évaluation des potentiels impacts des interventions.

2.2 Nouvelles approches institutionnelles dans la gestion du fleuve

La crise environnementale et les revendications territoriales ont suscité de nouveaux modes de gestion des cours d'eau en Colombie et dans le monde. Ainsi, au cours des dernières décennies, des innovations juridiques se sont développées pour la protection des fleuves et d'autres écosystèmes, sur la base de leur considération en tant que sujets de droits. En Colombie, le fleuve Atrato a été le premier à être déclaré sujet de droit par la Cour Constitutionnelle en 2016. À partir de cette Sentence, une douzaine de cours d'eau bénéficient actuellement de ce type de protection, dont les fleuves Magdalena et Cauca - son principal affluent.

De même, dans le contexte du conflit armé interne qui dure depuis plus de 50 ans en Colombie et du processus de paix signé en 2016 avec les FARC, la Justice spéciale pour la paix a déclaré plusieurs fleuves, dont le Magdalena et le Cauca, victimes du conflit armé. En effet, leurs habitant-es ont souffert du conflit, du travail forcé, des déplacements de population, des disparitions et de la perte d'êtres chers. Tout au long de ces épisodes violents, le fleuve a été un excellent moyen de se débarrasser des corps, au point de devenir fleuve-cimetière. En outre, les acteurs armés ont utilisé le fleuve et ses affluents comme des voies stratégiques pour le transit des combattants, des armes et des marchandises, et les cours d'eau sont devenus le réceptacle de la pollution générée par les actions armées et illégales, telles que les explosions d'oléoducs ou l'exploitation minière illégale.

Si ces approches sont novatrices dans la mesure où elles proposent d'autres grilles de lecture afin d'appréhender les fleuves et les expériences de leurs habitant-es, elles se heurtent à des difficultés et limites d'ordres conceptuel et pratique. Sur le plan conceptuel, l'attribution de droits aux cours d'eau et autres écosystèmes dans un système juridique libéral est une forme d'anthropisation d'êtres non humains, ce qui soulève des questions sur l'action de ces entités et sur la reconnaissance d'autres façons de comprendre les écosystèmes et d'autres systèmes de justice. En termes pratiques, les tensions sont devenues évidentes en raison des nouvelles responsabilités que les déclarations génèrent pour les organisations qui défendent les fleuves face à la faiblesse de l'action de l'État, aux nouvelles territorialités institutionnelles qui émergent et au manque d'efficacité de ces déclarations pour freiner les conflits armés et l'extractivisme qui restent les phénomènes ayant les conséquences les plus graves sur les fleuves et leurs populations.

Une autre approche pour parvenir à une reconnaissance différente des fleuves est la mise en patrimoine. En Colombie, deux initiatives sont en cours sur le fleuve Magdalena. La première est la déclaration de reconnaissance des connaissances et techniques associées à la pêche artisanale continentale en tant que patrimoine culturel immatériel de la nation en 2021, ainsi que sa nomination en tant que patrimoine culturel de l'humanité. Le second est le processus de reconnaissance de l'itinéraire culturel du fleuve Magdalena en tant que

patrimoine immatériel de l'humanité. Ces approches fondées sur la patrimonialisation aident à construire de nouveaux discours sur la valeur des connaissances et pratiques locales. Cependant, ces processus laissent de côté des discussions profondes sur les dynamiques sociales, écologiques, économiques et environnementales qui façonnent ces manifestations culturelles. De plus, ils invisibilisent les problèmes et des revendications sociales qui dépassent la question des manifestations culturelles. Le risque de ces approches est de créer des représentations limitées et peu complexes du fleuve, de ses dynamiques, de ses habitant-es et de ses enjeux, en se concentrant sur les éléments les plus connus et les plus folkloriques. C'est ce type d'approche qui a prévalu dans l'écriture muséographique d'espaces tels que le Musée du fleuve Magdalena (Honda, Tolima). De même, des initiatives telles que la déclaration du fleuve comme itinéraire culturel peuvent renforcer la notion de fleuve comme ligne, comme espace de navigabilité et de tourisme où les populations locales deviennent des acteurs passifs et folkloriques.

3 LE CENTRE DE PENSEE FLEUVE MAGDALENA : ESPACE DE RENCONTRE ET DE CONVERSATION

3.1 Les défis de l'ouverture de discussions sur le fleuve

La mise en commun de savoirs et d'expériences ainsi que la reconnaissance de la multiplicité des formes de création de savoirs sont au cœur de la démarche du CPFM. Ainsi, les premières activités du CPFM se sont jusqu'à présent déroulées autour de deux événements. Le premier a été une intervention sous forme de panel le 21 octobre 2014 dans le cadre de la COP 16 de la biodiversité à Cali. Nous avons invité des chercheur-ses et expert-es travaillant sur les fleuves depuis différentes perspectives afin de dresser un tableau du fleuve Magdalena et les défis à relever, socialement, législativement, écologiquement à diverses échelles.

Dans un second temps, nous avons co-organisé un séminaire de trois jours à Honda sur le fleuve Magdalena, avec la chaire UNESCO pour la patrimonialisation du fleuve Magdalena (Université Nationale de Colombie, antenne de Manizales, Caldas). Nous avons profité de cet événement pour inviter plusieurs leader-ses sociaux-ales avec qui nous travaillons dans le cadre de nos recherches dans les différents territoires du fleuve afin qu'ils portent la voix et les revendications des populations riveraines. Cet événement a été riche en échanges et nous permet de prévoir la suite des travaux du CPFM, notamment pour construire un réseau de travail collaboratif.

Lors de l'événement à Honda, nous avons invité cinq leader-ses sociaux-ales venant de différents territoires du fleuve et luttant contre tous les types d'interventions mentionnées en première partie. Ces militant-es sont des personnes que nous avons rencontrées au cours de nos différents travaux de terrain depuis 2020 et avec qui nous continuons de travailler aujourd'hui. Cependant, la constitution du CPFM et leur participation a été sujette à des doutes de leur part. En effet, les habitant-es du fleuve ont souvent participé à des processus auprès d'institutions publiques et privées qui n'ont parfois pas abouti. Ils sont alors devenu-es assez méfiant-es en ce qui concerne ce type d'initiatives : ils craignent l'extraction de leurs connaissances ou d'investir des efforts qui finalement n'aboutiront à rien. La construction de confiance et la définition d'objectifs communs a été un défi lors de l'événement d'Honda. Ensuite, nous avons fait passer aux participant-es un sondage afin de savoir dans quelle mesure ils souhaitaient participer des activités du CPFM. La plupart ont répondu vouloir être officiellement intégrés au projet.

Par ailleurs, un autre défi est l'articulation du travail mené conjointement avec les communautés et les institutions publiques qui définissent les politiques sur le fleuve. Cela constitue un défi dans la mesure où non seulement les communautés sont méfiantes vis-à-vis des acteurs politiques et aménageurs du fleuve, mais aussi parce que les acteurs politiques sont difficiles d'accès et ont leur propre agenda, selon des temps qui ne sont pas ceux des communautés. Cependant, depuis le CPFM, nous cherchons à maintenir des dialogues avec des institutions telles que les Ministères de l'Environnement, Agriculture et Logement et Cormagdalena.

Le Centre regroupe aujourd'hui des chercheur-ses français-es et colombiennes de différentes universités dans les deux pays et venant de disciplines allant des sciences sociales, du droit environnemental à la biologie en passant par l'écologie. Maintenant, une vingtaine d'habitant-es du fleuve, militant-es pour les droits sociaux et environnementaux, autres habitant-es du fleuve, avec qui nous travaillons depuis 2020 et que nous avons rencontrés cette année à la COP ou à Honda sont également membres du CPFM.

3.2 Nouvelles voix, nouveaux défis, nouvelles voies

Les conversations menées à Honda et Cali nous ont permis d'identifier de nouvelles problématiques prioritaires

pour les habitant-es du fleuve, qui, en général, n'apparaissent pas dans l'agenda public. Quatre grands thèmes sont ressortis des discussions. Le premier concerne la notion d'autorité environnementale. De nombreux-ses participant-es ont exprimé de vives critiques à l'égard des autorités environnementales, en particulier les corporations autonomes régionales, qui en viennent parfois jusqu'à exercer des formes d'autoritarisme environnemental. En outre, les habitant-es soulignent que les connaissances locales et ancestrales ne sont pas prises en compte lorsque des interventions ou des études sur le fleuve sont proposées, car il existe une forte hiérarchie des connaissances, où les connaissances technico-scientifiques priment. Un deuxième problème exprimé s'articule autour de la notion de connectivité : absente des politiques publiques, les habitant-es du fleuve la considèrent pourtant comme essentielle pour comprendre les complexités écologiques et sociales et les effets à long terme des interventions. Troisièmement, la pollution et sa compréhension sont une question centrale : elle a de multiples conséquences sur les vies humaine et non humaine, les conditions d'habitabilité des territoires et la souveraineté alimentaire. La pollution est l'un des liens physiques et sociaux que nous proposons de reconnaître comme une forme de violence lente et comme un facteur fondamental de la transformation des territoires. Enfin, les leader-ses qui ont participé aux conversations ont souligné la nécessité de reconnaître d'autres manifestations des violences environnementales, la menace directe sur la vie des femmes défenseuses du territoire ainsi que leur invisibilisation dans les processus de défense du fleuve et de la souveraineté alimentaire.

4 LA RECHERCHE AVEC LE FLEUVE DEPUIS LA COMPLEXITE

À l'Université Nationale de Colombie, l'objectif des centres de pensée est non seulement de mener des activités de recherche mais également de proposer, à partir des résultats, des alternatives d'action publique. Le CPFM propose de formuler ces propositions pour le fleuve à partir de l'articulation nécessaire entre les savoirs académiques et populaires. Cette connexion nous semble essentielle pour rompre avec les politiques publiques et projets qui sont en déconnexion totale avec les réalités territoriales et les enjeux riverains et qui, lorsqu'ils réussissent à se dérouler en totalité, ont très peu d'incidence sur les territoires.

De plus, nous savons que la recherche répond aujourd'hui à des logiques de rapidité et de productivité qui sont difficilement compatibles avec un processus de recherche se développant entre chercheur-ses, communautés et acteurs politiques institutionnels. En effet, comme nous l'avons montré, non seulement le processus de construction de confiance entre toutes mais aussi les temps de la politique institutionnelle sont très lents à mettre en place. C'est pour cela que les premiers mois de travail du CPFM se sont concentrés sur la constitution du groupe de travail, grâce à la mise en place d'espaces de confiance, la reconnaissance mutuelle des connaissances de chacun-e ainsi que l'identification des besoins réels des territoires fluviaux. Ces besoins sont devenus les lignes de travail du CPFM.

Nos lignes de travail s'articulent alors autour de la récupération des différents types de connectivité autour du fleuve. La première s'intéresse aux mémoires du fleuve à partir d'un travail géo-historique environnemental. La seconde s'articule autour de l'aménagement du fleuve depuis les différents territoires du bassin : non seulement les aménagements et interventions directes liés à l'extraction des ressources, l'agriculture intensive, les barrages et digues mais aussi les conséquences de l'urbanisation et des grandes villes présentes dans le bassin. La troisième est une ligne de réflexion critique sur les récits et les territorialités qui racontent le fleuve depuis les différents groupes sociaux. Enfin, la quatrième se centre sur la connectivité de l'eau, à partir d'études sur la qualité, la disponibilité, la circulation, la toxicité de l'eau et les conséquences sanitaires et d'insécurité alimentaire. Les thèmes de la transition écologique et énergétique, l'urbanisation, gestion des risques, participation communautaire et dialogue des savoirs sont des axes transversaux qui s'articulent aux différentes lignes. Par ailleurs, la dernière ligne que nous avons définie s'articule autour de la compréhension intégrale des territorialités des populations du fleuve à travers un travail de cartographie communautaire et participative mené par la leader sociale María Benítez. Cette cartographie met en lumière les « murailles » de tous types (infrastructures, pollution, élevage) qui coupent la connectivité du fleuve. Cartographier tous les territoires du fleuve et traduire cette cartographie en une proposition de politique publique pour l'aménagement intégral du fleuve est également un défi.